



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

CHAUMONT, le 18 octobre 2024

Nos réf. : SHM/FM/MT n° 24-420

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02 octobre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

## **CONSTANTIA JEANNE D'ARC SAS**

Rue du Général de Gaulle - 52300 VECQUEVILLE

Code AIOT : 0005701291

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02 octobre 2024 dans l'établissement CONSTANTIA JEANNE D'ARC implanté rue du Général de Gaulle - 52300 VECQUEVILLE. L'inspection a été annoncée le 02 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été programmée suite à une campagne exploratoire sur les polluants dits émergents présents dans l'eau potable réalisée par l'ANSES entre 2020 et 2022 et qui a permis de constater la présence de 1.4 dioxane dans un captage d'eau potable de la commune de VECQUEVILLE. Afin de tenter de localiser la source de cette pollution, les ICPE présentes à proximité du captage, dont la société Constantia Jeanne d'Arc, font l'objet d'une visite d'inspection.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CONSTANTIA JEANNE D'ARC SAS
- Rue du Général de Gaulle - 52300 VECQUEVILLE
- Code AIOT : 0005701291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CONSTANTIA JEANNE D'ARC exploite sur la commune de VECQUEVILLE une installation spécialisée dans l'impression d'emballage pour l'agroalimentaire. Cet établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 646 du 16 janvier 2011 modifié par l'arrêté n° 1019 du 27 mars 2018 et par l'APC n° 52-2024-01-00058 du 15 janvier 2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejet Effluents	Code de l'environnement article L. 512-20	Prescriptions complémentaires	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la demande de l'inspection des installations classées, une première analyse documentaire a été réalisée par l'exploitant pour définir les produits contenant potentiellement du 1.4 dioxane et utilisés sur site. Cette analyse documentaire, menée sur les produits les plus utilisés dans le process, doit être étendue à l'ensemble des produits présents sur site.

Dans le cadre d'une "levée de doute" sur l'origine du 1.4 dioxane présent dans le captage d'eau potable de la commune de Vecqueville, l'exploitant est disposé à effectuer une recherche de cette molécule dans les analyses réalisées sur les piézomètres présents sur le site ainsi que dans les rejets résiduaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejet Effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 512-20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet 1.4 Dioxane
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article L. 512-20 du code de l'environnement qui dispose : « En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. » et suite à la campagne exploratoire menée par l'ANSES entre 2020 et 2022, l'exploitant doit rechercher si une pollution au 1.4 dioxane est possible dans ces rejets.
<b>Constats :</b> En préparation de la visite d'inspection, l'exploitant a envoyé, par courriel du 30 septembre 2024, 69 fiches de données de sécurité (FDS) de produits utilisés sur site. Ces FDS concernent les encres, les vernis et les solvants. Parmi ces FDS se trouvent celles des 10 produits pouvant contenir du 1.4 dioxane et les plus utilisés sur le site. L'analyse de ces 10 FDS n'indique pas de présence de 1.4 dioxane. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une analyse documentaire a été menée sur 80 à 90 % des FDS des produits utilisés sur site. Cette analyse documentaire porte sur les encres utilisées depuis 2019 et sur un laps de temps plus réduit pour les produits de maintenance. Cette analyse documentaire n'indique pas de présence de 1.4 dioxane. En complément, l'exploitant indique que, compte tenu des normes sur les produits au contact de denrée alimentaire, les produits utilisés sur site changent très peu et lorsque de nouveaux produits sont autorisés, ils font l'objet d'études assez poussées. Lors des échanges, l'exploitant a indiqué qu'une analyse documentaire de l'ensemble des produits utilisés sur site serait possible dans un délai de 6 mois. Enfin, il a été convenu avec l'exploitant qu'une recherche de 1.4 dioxane serait effectuée lors des prochaines analyses réalisées sur les piézomètres implantés sur le site ainsi que dans le rejet d'eau résiduaire. Les résultats sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois